

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
73, rue d'Amsterdam
PARIS (VIII^e)

Téléphone : Gutenberg 72-00
Chèques Postaux : 1337-75
Publicité : 73, rue d'Amsterdam

l'européen

Hebdomadaire économique, artistique et littéraire
Fondateur : F. H.-TUROT
Directeur littéraire : ANDRÉ LAMANDÉ

ABONNEMENTS

France	30.
Colonies	30.
Étranger	50.

22.9.66 5 nov

LA HAUSSE de l'escompte anglais

La Banque d'Angleterre a élevé, jeudi dernier, son taux officiel d'escompte de 5 1/2 à 6 1/2 %. C'est un événement considérable, qui mérite sérieuse attention à plus d'un titre.

Le renchérissement de l'escompte a pour but de remédier à l'affaiblissement continu de la livre sterling. La faiblesse de la devise britannique se traduirait par sa cotation constante, sur le marché des changes, au-dessous de sa parité or théorique, c'est-à-dire au voisinage immédiat du gold point de sortie. Par suite, les cours de la livre n'étaient soutenus que par les expéditions d'or anglais. L'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre était mise à contribution. Alors qu'il y a un an l'encaisse s'élevait à 173 millions de livres sterling, elle était tombée ces jours-ci à moins de 133 millions. La proportion de l'encaisse aux engagements n'était plus, le 26 septembre, que de 29,73 %. A titre de comparaison, on se rappellera que la Commission Cunliffe avait fixé à 150 millions de livres le montant de l'encaisse jugé nécessaire à la sécurité de la devise, et d'autre part que le rapport de l'encaisse aux engagements à vue de la Banque de France est actuellement de 46,25 %. La défense de la livre a même coûté à l'Angleterre plus d'or qu'il n'apparaît au premier abord, puisque dans le même temps l'étranger a pris pour quarante millions de livres de l'or sud-africain mis chaque semaine en vente libre sur le marché de Londres. Des spécialistes anglais calculent ainsi la perte totale d'or à 80 millions de livres, soit une dizaine de milliards de nos francs.

Il paraît difficilement contestable que la décision de M. Montagu Norman était devenue une nécessité. Depuis plusieurs mois, la Banque d'Angleterre se livrait à une gymnastique habile, mais aussi pour le moins audacieuse, en vue d'éviter à la fois une majoration du loyer de l'argent et un resserrement des disponibilités sur le marché intérieur. Il est exact que la mesure prise ait été dictée moins par les besoins monétaires du marché national, qui est resté assez aisé, que par les transactions internationales autour de la livre. Mais, au point de vue cambiste, la technique anglaise était parvenue en un point où de nouvelles sorties d'or eussent précipité le mouvement psychologique de dépréciation. Si l'on avait le droit d'être surpris, ce serait plutôt de ce que la décision n'ait pas été prise plus tôt. Il est bien possible que l'on ait trop attendu. Des insinuations se font jour, qui voudraient jeter une suspicion sur les mobiles réels des responsables immédiats de la décision. Il est difficile de faire le partage, dans cette agitation, de déceptions politiques. La grande majorité des techniciens pensera que l'on se trouvait devant l'inévitable.

La vraie question, même, est de savoir si l'initiative prise jeudi aura toute l'efficacité voulue. Le mécanisme classique grâce auquel une hausse du taux de l'escompte devrait entraîner un allègement du change n'a pas — sous des faits récents l'ont montré — une action mathématique dans les périodes troublées comme la nôtre. Si bien que, tout en s'imposant, la décision de la Banque d'Angleterre ne comporte pas une certitude d'efficacité absolue, précisément en raison du caractère anormal de maints éléments de la situation.

Théoriquement, la hausse de l'escompte devrait provoquer une contraction du crédit sur le marché intérieur. Les banques anglaises feront tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter et l'atténuer, d'autant qu'il n'y avait pas inflation de crédit préalable. Mais le renchérissement du crédit apportera à l'activité productive une surcharge inopportune. L'économie britannique, qui ne s'est pas encore relevée des répercussions de la guerre, n'avait pas besoin de ce nouveau coup. Le lutte contre le chômage n'en sera pas facilitée, ni la reprise des débouchés extérieurs. Les dirigeants bancaires ne s'y sont résolus que pour éviter un mal plus grave encore : l'avarie de la monnaie. Il ne faut pas exagérer, d'ailleurs, l'étendue de la surcharge infligée soit au Trésor, pour ses émissions, soit aux entreprises, par un taux d'argent à court terme plus élevé d'un point. Mais comme l'économie britannique avait déjà utilisé la plupart des facteurs favorables dont elle disposait, le moindre surcroît de difficultés lui devient pernicieux.

S'il n'y avait, à la faiblesse du sterling, que des causes techniques immédiates et passagères, l'avenir s'envisagerait avec plus de sérénité. Mais les difficultés mo-

nétaires de l'Angleterre apparaissent de plus en plus comme la réplique à une rupture profonde d'équilibre économique et social, due en grande partie à la révolution économique mondiale opérée par la guerre, mais aussi à certains traits traditionnels des mœurs et de la société britanniques. L'objectivité ne peut davantage méconnaître que, malgré de louables efforts faits par les chefs travaillistes pour rassurer l'opinion capitaliste, les récents changements intervenus dans la politique intérieure anglaise se soient traduits par des exportations de capitaux, de la part de nationaux aussi bien que d'étrangers. L'Angleterre expérimente à son tour combien le facteur moral est important en matière monétaire.

Un léger entrainement « sentimental » défavorable à la livre a commencé de se dessiner. Il faut éviter d'urgence que le crédit anglais soit discuté, car la baisse entraîne la baisse, sur quelque marché que ce soit, avec une vitesse croissante. A cet égard, il est permis d'observer que le genre de plaidoyer adopté par le Chancelier de l'Echiquier, à La Haye, n'était pas de nature à exalter le crédit britannique. Un scandale financier retentissant vient maintenant jeter malencontreusement le trouble sur une place, au moment où son ambition de demeurer le centre bancaire du monde se heurte à l'obligation de porter le taux de son escompte à un niveau plus élevé qu'il ne l'avait été depuis huit ans, et peut-être à la nécessité de mettre en jeu les accords de sauvegarde passés avec la Federal Reserve Bank de New-York.

Un rapprochement s'opère malgré soi, dans l'esprit, entre ces observations et la prochaine réunion du comité d'organisation de la Banque des Règlements internationaux, autour de laquelle s'agitent tant de passions, d'amours-propres, d'exclusivismes. Le rapprochement s'impose encore plus lorsqu'on réfléchit aux incidences et actions techniques de la hausse de l'escompte anglais. Une première majoration, de 4 1/2 à 5 1/2 %, en février, avait, après un délai de quelques semaines, temporairement réussi. On ne saurait trop exiger de celle-ci avant un temps d'épreuve. Il faut laisser passer l'échéance de la fin du mois, qui est en même temps échéance trimestrielle. La continuation des sorties d'or, cependant, n'autoriserait à écarter ni l'éventualité d'une nouvelle élévation du taux, ni même l'hypothèse d'une rectification du statut monétaire anglais actuel, lourde de conséquences graves.

Il faut à la livre sterling une réaction favorable internationale. Il faut que New-York renvoie une partie des capitaux qu'y avait attirés l'argent cher, et une spéculation mobilière triomphante depuis deux ans. Il faut que Londres ralentisse son escompte d'acceptations de banques anglaises au marché allemand et à ceux de l'Europe centrale. Il faut que cesse le rapatriement à Paris des soldes français à Londres, ou que des disponibilités françaises fraîches soient attirées vers cette place. La hausse de l'escompte anglais suffira-t-elle à provoquer durablement ces mouvements de capitaux, ou d'autres analogues ?

L'interdépendance des marchés apparaît ici en pleine lumière. A peine Londres a-t-il élevé le taux de son escompte que la Banque d'Irlande, la Riksbank de Stockholm, la Banque Nationale de Danemark, la Banque de Norvège, la Banque d'Autriche élèvent le leur. La livre sterling, qu'on ne l'oublie pas, a été à la base de certaines refontes monétaires européennes récentes. La question se pose de savoir si les pays à argent bon marché, la Hollande, la Suisse, et surtout la France, pourraient longtemps maintenir leur taux actuel.

Ainsi, les systèmes monétaires sont à la fois solidaires et rivaux. Ils dépendent les uns des autres, et chacun essaie de reprendre sur le voisin. Des inégalités sensationnelles apparaissent dans les conditions du crédit et dans la répartition de l'or : sanction de fautes commises, mais aussi résultats imprévisibles de bouleversements économiques mondiaux. L'escompte de la Banque de France est presque de moitié moindre que celui de la Banque d'Angleterre. Celle-ci manque d'or : nous en regorgons. Ce n'est pas l'effet d'un simple hasard : mais est-ce un idéal d'organisation technique ? Dans le même temps, on jette les bases d'une banque internationale. Les faits, à sa naissance, apportent une singulière illustration à son principe fondamental ! Mais les faits ont-ils suffisamment mûri le monde européen, pour qu'il accueille, en plus de l'idée, la discipline que celle-ci implique ?

— MAURICE KELLERSOHN.

LA TOUR DE BABEL

Ambassadeur en représailles

A Berlin, il y a un cercle fort coté, charmant, — le seul de son genre — où se rencontre tout ce que la capitale d'Allemagne compte d'esprits aimables et distingués. Naturellement, les ambassadeurs et leurs attachés y sont invités de droit et chacun y apporte l'esprit, le charme, la diversité de sa patrie.

Tous les ambassadeurs ? Non pas. Un seul ne reçoit pas d'invitation, un seul est considéré, pour l'instant, comme indésirable. C'est le représentant de la France.

Pour quelle raison ? Que signifie cette attitude apparemment si blessante à l'égard de notre pays ?

Disons la vérité. Notre ambassadeur, qui est personnellement tenu en très grande estime, a été mis en représailles du fait que M. von Hoersch, ambassadeur d'Allemagne en France, ayant manifesté voici quelque temps le désir de se rendre dans un cercle fort réputé des environs de Paris, on lui fit comprendre qu'il ne serait pas reçu.

N'est-il pas regrettable, alors, que les relations diplomatiques ont été reprises et affermiées entre la France et l'Allemagne, qu'un tel état d'hostilité subsiste encore dans certains milieux — milieux de la meilleure société — où ne devraient fleurir que la bonne grâce et la courtoisie ?

Comment le Sionisme fut possible

C'était avant la guerre. Un jour, le docteur Weizmann, qui combattait déjà pour le triomphe du sionisme, rencontra lord Balfour et lui parla, avec une grande force, de ses idées de restauration d'un royaume juif en Palestine.

Lord Balfour l'écoutait, réfléchissant, restait sceptique. Puis, brusquement :

— Combien sont-ils, à Londres, lui dit-il, à penser comme vous ?

— De quoi paver toutes les rues !

Miracle des expressions imagées ! Un an, deux ans, dix ans s'écouleront. La guerre vint et se prolongea. Par hasard, le docteur Weizmann rencontra lord Balfour, qu'il n'avait pas revu, et qui lui dit à brûle-pourpoint :

— Les sionistes seraient-ils toujours assez nombreux pour paver les rues de Londres ?

— Sans doute, et beaucoup plus encore.

Et bien ! soyez content. Dès que la guerre sera finie et gagnée, vous aurez l'affirmation. Et la réalisation. Ce fut la fameuse note Balfour.

La circulation parisienne

Au moment où s'ouvre le Salon de l'Automobile, nous songeons avec un peu d'effroi à la quantité de voitures qui en sortiront pour être lancées dans la circulation parisienne, et qui en aggraveront les encombrements ainsi que les périls.

Mais rappelons-nous aussitôt que M. Jean Chiappe est notre préfet de police et que son ingéniosité à escamoter en quelque sorte les véhicules tient du sortilège. Ses mesures sont telles que plus ceux-ci augmentent et plus la circulation semble, sinon facile, du moins disciplinée ; plus on gagne de temps et moins on risque d'accidents.

Il a stylé toute une milice d'agents qui commandent à leur tour à des armées de voitures, et qui, sans heurts ni violence, soumettent à des lois de troupes organisées des hordes de piétons.

Rien ne donne une idée de leur toute-puissance, comme de les voir arrêter, sur l'avenue des Champs-Élysées — et place de l'Opéra, des centaines d'automobiles, des dizaines d'autobus, de tramways et de camions, pour laisser passer sur la chaussée libre, entre ce fourmillement de véhicules et ces ronclements de moteurs, la minuscule voiture d'un bébé traînée par sa nounou.

Ah ! comme on comprend alors que Londres et Berlin, Hambourg et Liverpool, Rome, Vienne et Madrid nous envoient leurs représentants pour qu'ils se rendent compte comment, à Paris, M. Jean Chiappe a réglé la circulation !

Un radio-concert original

Mme Jean Chiappe, dont on connaît la sollicitude pour les familles des gardiens de la paix, et qui a multiplié pour elles les fondations, a voulu faire connaître au grand public le rôle admirable joué par les agents pour la défense et l'ordre de la cité. Et, récemment, par le poste de la Tour Eiffel, elle a radiodiffusé une causerie charmante, pleine d'esprit et d'émotion.

Pour l'agrément, elle l'a entourée d'un concert donné par l'harmonie des gardiens de la paix, qui vaut les meilleu-

res musiques de nos meilleurs régiments. Et ce ne fut pas un spectacle banal que celui d'une soixantaine d'agents transportés en camions automobiles de la préfecture de police jusqu'au Grand Palais, où se trouve le studio du poste de la Tour Eiffel.

Par ce beau soir d'été, où ceux-ci entrent par la petite porte qui donne sur le Cours-la-Reine, les paisibles promeneurs, un peu éffrayés se demandèrent s'il n'y avait pas la menace de quelque attentat communiste.

Mais ils furent vite rassurés en entendant des flots d'harmonie déferler sur la verdure paisible. Pour cette fois encore, la musique a adouci les mœurs.

Ne parlons pas d'âge

De retour de Genève, où M. Eimil Ludwig fut une des curiosités de la dernière saison, une de nos plus délicieuses et spirituelles Parisiennes, donna à des amis ses impressions sur l'historien de Bismarck, de Goethe et de Napoléon. D'après elle, le causeur ne vaut pas l'écrivain : l'homme ne donne pas l'impression irrésistible de sa valeur.

— Quel âge peut-il avoir ? demanda quelqu'un à la charmante femme.

— Mon Dieu !... répondit-elle, quarante-cinq ans à peu près...

Puis se reprenant avec un fin sourire, elle ajouta :

— La cinquantaine d'aujourd'hui ! On rit du mot charmant, et son interlocuteur continua :

— Cela me rappelle le mot d'un poète du dix-huitième siècle qui, à une amie désolée d'attendre cette redoutable cinquantaine, disait avec galanterie :

— Cinquante ans ? Mais, à Paris, cela ne fait jamais que vingt-cinq ans le matin et vingt-cinq ans le soir !

Une dédicace de d'Annunzio

Gabriele d'Annunzio, qui est lui aussi l'*Palladium* poète, après avoir occupé le monde de ses moindres gestes et de ses paroles les plus ordinaires, semble maintenant avoir épaissi le silence et élargi la solitude autour de lui.

Beaucoup plus que dans sa villa Saint-Dominique, sur le bassin d'Arzachon, d'où il partit en 1915 pour le Quarto et pour Rome, Gabriele d'Annunzio se présente aujourd'hui des importuns et des journalistes dans son splendide *Vittoriale* à Gardone.

Veut-il disparaître en plein mystère, comme Gygner, dont il fut l'émule pendant la guerre, disparut en plein ciel ?

Mais, du temps de sa gloire bruyante, il reste partout des témoignages. Et chez un parfumeur de la Chaussée d'Antin, on peut voir une très grande photographie du poète, zébrée d'une dédicace, écrite de cette haute écriture puissante et dominatrice qui le révèle si complètement.

La dédicace porte :

« A B..., au Chef des odeurs suaves, à l'Embaumeur de la Fortune Chevelue, le Bibliophile de l'Adriatique, Gabriele d'Annunzio qui vit à présent en odeur de sainteté. »

Cette dédicace n'est-elle pas, elle aussi, révélatrice de d'Annunzio ?

L'échelle de Talleyrand

Talleyrand, profitant de l'engouement du public pour la vie des grands hommes, revient à la mode. On parle de lui, on cite ses mots et M. Lacour-Gayet va publier prochainement une étude vivante et substantielle sur le célèbre diplomate.

Mais qui se souvient qu'Amédée Pichot a publié, en 1870, un volume anecdotique sur le prince de Talleyrand qui contient des choses parfois curieuses ? On en goûtera le passage suivant :

« Le prince de Talleyrand avait une échelle de proportion pour offrir aux convives qu'il recevait à table leur part de tel ou tel plat. C'était une échelle descendant depuis le titre de duc jusqu'à la simple dénomination de Monsieur. Il découpaient lui-même et s'adressait à ses convives dans l'ordre suivant :

— Monsieur le duc, Votre Grâce me ferait-elle l'honneur d'accepter de ce beef ?

— Mon prince (titre romain inférieur à celui de duc), aurai-je l'honneur de vous envoyer du beef ?

— Monsieur le marquis, accordez-moi l'honneur de vous offrir du beef.

— Monsieur le comte, aurai-je le plaisir de vous envoyer du beef ?

Lorsqu'il arrivait au simple Monsieur, le diplomate frappait sur son assiette avec la main, fixant ses yeux sur ceux du dernier convive, jusqu'à ce que celui-ci découvrît que c'était à lui qu'il s'adressait, et alors l'illustre homme d'Etat dressait ce simple mot sur le ton interrogatif : « Beef ? »

LA MORT DE MONTAIGNE ET M. ANDRÉ GIDE

par ANDRÉ LAMANDÉ

Il a fallu une promenade en Périgord pour que me tombassent dans les mains les articles, pensées et gloses que M. André Gide a écrits sur Montaigne et qui ont paru dans un numéro de la *N.R.F.*, assez ancien. J'y mordis aussitôt avec gourmandise, non seulement parce que c'était Montaigne, mais encore parce que c'était M. André Gide. On a rarement vu deux personnalités plus dissemblables.

Montaigne, c'est la finesse dans la lumière de la belle santé morale ; M. André Gide, c'est la finesse dans l'esprit de corruption. L'un fait un choix continu entre

MM. Fortunat Strowski et Villey voient le père des *Essais* nourri de stoïcisme, que l'érudite et vénérable docteur Armaingaud l'estime gorgé d'épicurisme, chacun à ses raisons pour cela, et toute l'encre du monde épuisée, chacun resterait, sans doute, sur ses positions.

Mais il est dit que Montaigne, cet homme droit, lumineux, malgré ses diversités et ses superficielles oppositions, sera longtemps encore un objet de contradiction, non seulement dans ses écrits, mais encore dans sa vie. Et la passion de ses sectateurs est si forte qu'ils ne veulent pas accepter l'évidence. C'est eux qu'ils aiment en Montaigne et non pas Montaigne en eux. En veut-on une preuve nouvelle ? Revenons à la mort de Montaigne et voyons, d'une part, ce qu'a été cette mort et, d'autre part, ce qu'on voudrait qu'elle fût et ce que M. André Gide insinue.

« Ce que je veux pour le service de la mort est toujours fait, dit Montaigne, je n'oserais le différer d'un seul jour. » Il pensait sincèrement ce qu'il écrivait et l'on sait que, sentant venir la mort, il se leva de son lit, en chemise, prit sa robe de chambre, fit appeler ses valets et leur paya les legs qu'il leur avait laissés dans son testament, prévoyant, dit le vieux chroniqueur, « la difficulté que feraient ses héritiers à payer ses légats ».



MONTAIGNE

Une telle droiture et une telle indépendance en cette douloureuse circonstance montre l'homme. D'aventure, sceptique et goguenard, il ne transigait ni avec sa conscience, ni avec la justice, quand l'honneur était en jeu. Il disait : « On peut faire le sot en toutes choses, sauf en poésie. » Et sauf avec la mort. Or, comment mourait-il ?

M. André Gide

La célèbre lettre de Pasquier l'établit de façon péremptoire :

« ... Comme il sentait sa fin approcher, il pria par un petit bulletin sa femme de se remordre quelques gentilshommes, siens voisins, afin de prendre congé d'eux. Arrivés à sa chambre — nous avons vu auparavant que cela était aisé et que la chambre aménagée dans la Tour, et qui donnait sur la chapelle même du château — et comme le prêtre était arrivé sur l'élevation du *Corpus Domini*, ce pauvre gentilhomme s'élanca au moins mal qu'il peut, comme à corps perdu, sur son lit, les mains jointes, et en ce dernier acte rendit son esprit à Dieu. »

Est-ce clair ?

Mais cette mort agacée de certains gens qui prétendent aimer Montaigne et qui voudraient qu'il fût mort, non à sa manière, mais suivant leur désir. M. André Gide est du nombre. Sans doute, il est trop fin pour nier le texte de Pasquier et inventer une mort de fantaisie, comme le fit un de nos confrères, voici deux ans. Il ne nie pas, il insinue : c'est sa manière. Il insinue de façon bénigne en apparence, mais avec un tel esprit maléfique que si l'on suivait M. André Gide jusqu'au bout, tout le visage moral de Montaigne s'en trouverait changé. En un mot, voici toute nue la pensée de M. André Gide : si Montaigne (le vif, le franc, l'impétueux, l'indépendant Montaigne) est mort chrétiennement, c'est uniquement pour faire plaisir... à sa femme !

« Comment s'étonner que, sur son lit de mort, le sceptique se convertisse, s'il espère par là diminuer un peu la tristesse d'une épouse, etc... »

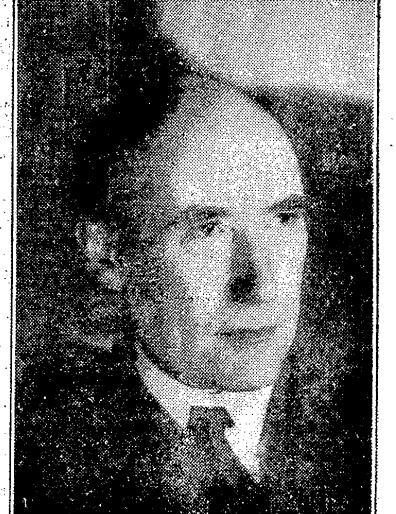
« — Quoi ! Vous n'admettez pas que cette conversion *in extremis* soit sincère ? »

« — Il se peut qu'elle le soit. Je l'ad-

M. André Gide

M. André Gide lui-même glisse vers le méchant travers et habille Montaigne à sa façon. On s'attendait, de sa part, à une probité intellectuelle plus grande. L'un des passages auquel nous faisons allusion a trait à la mort de Montaigne.

« On discute des idées morales, philosophiques ou religieuses de Montaigne, que



M. ANDRÉ GIDE

A PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE :

l'européen
paraîtra sur 10 pages